

par les entreprises impérialistes. Dans chaque pays, la terre est aux mains des latifundistes et, pire, en Bolivie existait un servage de type féodal.

Le commerce, les banques, les transports et les principales activités économiques étaient contrôlées par l'impérialisme. Dans aucun de ces pays, on n'avait diversifié et développé l'industrie manufacturière; en conséquence la bourgeoisie nationale, impuissante et parasitaire, dépendait des miettes laissées par les entreprises impérialistes au service desquelles était organisée toute la vie économique et politique nationale. Les gouvernements successifs, loin de représenter les intérêts nationaux, étaient des agents de l'impérialisme.

Le peuple — la classe ouvrière, les paysans, la petite bourgeoisie pauvre — vivait dans une situation de misère, d'arriération et d'humiliation. Ils étaient des étrangers dans leur propre patrie, discriminés et sans droits, face à l'étranger : l'agent impérialiste tout-puissant et exploiteur.

Les révolutions cubaine et bolivienne se sont donc développées à partir de cette même situation de dépendance, de pauvreté et d'arriération.

Le 9 avril 1952, en Bolivie, les masses ont renversé le gouvernement oligarchique du général Hugo Ballivian. Le projet initial de coup d'Etat des militaires, des carabiniers et du M.N.R.¹ se transforma en insurrection populaire avec l'intervention du prolétariat des usines de La Paz et celles des secteurs paupérisés de la petite bourgeoisie. Le coup d'Etat échoua, l'insurrection à laquelle participa le P.O.R.² triompha. Mais à cause de l'organisation insuffisante du P.O.R., le pouvoir politique, au lieu de tomber entre ses mains, échoua dans celles du parti petit-bourgeois du M.N.R. Ceci signifie que les masses triomphèrent de l'armée et de l'oligarchie, mais ce ne sont pas elles qui prirent le pouvoir. Le parti petit-bourgeois soignant de gauche et anti-impérialiste, leur déroba la victoire.

Dès le début de la révolution bolivienne, s'opposèrent deux lignes politiques différentes, deux conceptions contraires, la position marxiste-révolutionnaire exprimée par le P.O.R. et la position bourgeoise capitaliste du M.N.R. La première réclamait la lutte radicale contre l'impérialisme, la participation active et organisée des masses au gouvernement et, dans l'économie, une véritable révolution agraire, enfin la substitution de la direction petite-bourgeoise par la direction du prolétariat afin de former le gouvernement ouvrier et paysan. Le M.N.R. au pouvoir, affirmant le caractère démocratique-bourgeois de la révolution, avait pour but la formation d'une bourgeoisie nationale forte, développant un capitalisme indépendant en Bolivie.

Dans la lutte et l'affrontement de ces deux conceptions durant les premières années de la révolution, le M.N.R. se vit contraint de faire des concessions aux masses. Pour ne pas tomber, il dut ordonner la réforme agraire, nationaliser les mines, établir le contrôle ouvrier, etc. Mais, alors que le M.N.R. cédait à la pression des masses, il dénaturait ces conquêtes, les vidant de leur contenu révolutionnaire. La réforme agraire fut réduite à une distribution de titres, sans résoudre les problèmes techniques et économiques. La nationa-

lisation des mines, au prix de fortes indemnités, priva de tout capital l'industrie extractive; le contrôle ouvrier fut délégué à un seul mandant ayant des pouvoirs que la bureaucratie diminuait constamment.

Le commerce, les banques, les autres entreprises impérialistes ou nationales ne furent pas touchées.

A peine engagé, le processus révolutionnaire s'arrêtait. Peu à peu, les conquêtes des masses étaient récupérées; l'impérialisme était libre de pénétrer dans le pays et devenait l'allié du M.N.R. et de son gouvernement.

L'armée fut réorganisée et mise, ainsi que la police, sous le contrôle de missions militaires yankees. Quand le M.N.R. et le gouvernement de Paz Estenssoro se révélèrent incapables de contenir les masses, cette armée exécuta le coup d'Etat préventif du 4 novembre 1964 et assumait le contrôle total du pouvoir politique.

Le gouvernement militaire, d'abord sous la forme de junte militaire, puis sous la présidence de Barrientos poursuivirent l'œuvre laissée inachevée par le M.N.R. : la destruction de toutes les conquêtes des masses et le démantèlement des syndicats, accompagnée d'une diminution des salaires, d'attaques contre la propriété de l'Etat; ils convertirent ainsi le pays en colonie yankee.

La révolution, sous la direction de la bourgeoisie, aboutit au désastre. L'économie ne s'est pas développée, la production minière a baissé de 50 %, frisant la faillite; les yankees, ayant de nouveau accès au pétrole, étouffent aujourd'hui l'entreprise d'Etat de la Y.P.F.B.³; l'industrie manufacturière est à moitié paralysée; la production agraire est en baisse; le chômage est en hausse; les conditions de vie du peuple sont aggravées par la misère : voici les résultats de douze années de gouvernement du M.N.R. !

La révolution bolivienne, sous la direction du M.N.R., n'a pas mené à l'indépendance nationale, n'a pas développé l'économie, n'a pas amélioré l'existence des masses. Enfin elle finit par redonner le pouvoir aux militaires et aux oligarchies renversées par l'insurrection de 1952.

Le chemin suivi par la révolution cubaine, sous la direction de Fidel Castro, Che Guevara et le mouvement du 26 juillet, fut bien différent. S'il ne fait aucun doute qu'au début, les révolutionnaires de la Sierra Maestra proposaient, dans leurs déclarations au départ limitées, « d'humaniser » le capitalisme, d'organiser un gouvernement démocrate national, très vite, poussés par les exigences de la lutte et par leurs contacts avec les paysans sans terre, ils se virent obligés d'esquisser un programme avancé de réforme agraire. Puis, alors qu'ils étaient au pouvoir, et pour s'y maintenir, ils répondirent aux attaques de l'impérialisme et des exploiters nationaux par des mesures de liquidation de l'appareil économique, politique et militaire du régime capitaliste. Pour affronter ses ennemis, Castro encouragea les mobilisations ouvrières, paysannes et populaires; il s'appuya sur elles et approfondit la révolution. A la réforme agraire commencée dans la Sierra Maestra, succédèrent les nationalisations des entreprises impérialistes et du capital national, puis la réforme urbaine, la réforme monétaire, la réforme de l'édu-

1. Mouvement Nationaliste Révolutionnaire.

2. Parti Ouvrier Révolutionnaire, Section Bolivienne de la IV^e Internationale.

3. Yacimientos Petroliferos Fiscales Bolivianos — entreprise d'Etat du Pétrole.